



Liberté
Égalité
Fraternité

Commune de Barcelonnette

date de dépôt : **17 février 2025**

demandeur : **SARL JULLIEN TERRASSEMENT,**
représenté par **JULLIEN Emerci**

pour : **Construction d'un entrepôt ouvert pour
l'entreprise de terrassement.**

**L'entrepôt servira de lieux de stockage notamment de
matériaux non sensibles à l'eau.**

adresse terrain : **12 Impasse Artémisia,**
à Barcelonnette (04400)

parcelle : **B 766**

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°91/2025 du 22 avril 2025
accordant un permis de construire
au nom de la commune de Barcelonnette

Le maire de Barcelonnette,

Vu la demande de permis de construire présentée le 17 février 2025 par SARL JULLIEN TERRASSEMENT, SARL JULLIEN TERRASSEMENT, représenté par JULLIEN Emerci demeurant 2163 Chemin du Plan du Pont, Hyères (83400) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour Construction d'un entrepôt ouvert pour l'entreprise de terrassement. L'entrepôt servira de lieux de stockage notamment de matériaux non sensibles à l'eau. ;
- sur un terrain situé Impasse Artémisia, à Barcelonnette (04400) ;
- pour une surface de plancher créée de 270 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les dispositions particulières aux zones de montagne(L122-I et suivants du code de l'urbanisme) ;
Vu le plan de prévention des risques naturels de la commune (PPRN) approuvé par arrêté Préfectoral N°2009-2699 en date du 08/12/2009 et l'arrêté Préfectoral modifié N° 2017-278-012 en date du 05/10/2017;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17/12/2019 ;

Vu le règlement de la zone : Ue du PLU ;

Vu l'affichage en mairie du récépissé de dépôt de la demande en date du 04/03/2025 ;

Vu l'avis favorable sous prescriptions de RTE GET Provence Alpes du Sud - Section Technique Environnement en date du 10/04/2025 ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'un entrepôt ouvert pour le stockage de matériaux non sensibles à l'eau ;

Considérant qu'aux termes de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme, « le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations » ;

Considérant que la parcelle est concernée par un ouvrage électrique aérien à 63000 volts Barcelonnette-Serre Ponçon Portée 2-3 ;

Considérant que par délibération n°2021/67 en date du 17 juin 2021, le Conseil municipal a validé le principe de procéder à la mise à jour de l'adressage de la commune de Barcelonnette et entre autres l'Impasse Artémisia ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions du service RTE GET Provence Alpes du Sud - Section Technique Environnement dans son avis ci-annexé devront être respectées.

Le Maire,
Yvan BOUGUYON



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.